

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 40 (2013)
Heft: 1

Artikel: Accord fiscal Suisse - États-Unis
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911691>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un nouveau rôle pour un homme qui polarise l'opinion

Issu d'une famille modeste et futur président de la Confédération, en 2013, Ueli Maurer peut se prévaloir d'un destin peu commun. Au poste de ministre de la Défense, il n'a toutefois pas réussi à renouer avec les beaux succès qu'il avait connus à la présidence de l'UDC.

Par Jürg Müller

Rarement personnalité politique suisse n'aura été aussi moquée qu'Ueli Maurer. Longtemps, les médias, les politiques et les satiristes l'ont présenté comme un benêt ou comme un simple exécutant du vétéran de l'UDC Christoph Blocher. Mais rares sont les chefs de parti en Suisse ayant connu autant de succès que lui. C'est sous la présidence d'Ueli Maurer de 1996 à 2008 que l'Union démocratique du centre (UDC) est devenue le parti comptant le plus grand nombre d'électeurs.

Très énergique et désireux d'apprendre, son institutrice à Hinwil avait tôt fait de remarquer ses qualités et voulait l'orienter vers la gymnase. Ueli n'en était pas moins né dans la famille la plus pauvre du village, et ses parents n'avaient que faire d'une formation supérieure. C'est pourquoi Ueli Maurer a suivi un apprentissage commercial avant de décrocher le diplôme fédéral de comptable. Il est désormais président de la Confédération, figure de proue s'il en est de la Suisse.

Les élections du 5 décembre dernier ne se sont pas déroulées sans bruit. Andy Tschümperlin, chef de fraction du PS, avait déjà lancé à l'été 2012 une manœuvre visant à déstabiliser Ueli Maurer: il avait décrété qu'il était impossible d'élire quelqu'un qui ne respecte pas ses adversaires politiques. Mais cette attaque en plein creux estival contre le ministre de la Défense est restée une simple anecdote. Finalement, même le PS a sagement recommandé l'élection d'Ueli Maurer, qui, avec 148 voix sur 202, a enregistré un score toutefois médiocre.

De nombreuses turbulences

Ueli Maurer polarise toujours autant aujourd'hui que lorsqu'il était chef de parti. Après quatre ans passés au poste de conseiller fédéral et de chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), il n'a rien de remarquable à son actif. Il est certes injuste de le juger à l'aune de sa déclaration de début de mandat, selon laquelle il voulait créer «la meilleure armée du monde».

Mais, hormis cet objectif ambitieux, son bilan est mitigé. Ses détracteurs notoires de gauche critiquent son manque de conception et les experts lui reprochent de s'être accroché à une conception de l'armée traditionnelle et empreinte de nostalgie. Hans-Ulrich Ernst, ancien secrétaire général du DMF (Département militaire), s'oppose ainsi régulièrement et pertinemment à l'acquisition d'avions de combat aujourd'hui. L'agitation autour du nouveau jet de combat n'est pas près de s'apaiser. Le Conseil fédéral a certes approuvé le projet, mais il incombe cette année au Conseil national et au Conseil des États de se prononcer, puis probablement au peuple. Le scepticisme est grand, et pas seulement à gauche. L'évaluation technique du Gripen suédois, qui a soulevé quelques doutes, s'est mal passée pour Ueli Maurer. Le ministre de la Défense s'est exposé à la critique en faisant publiquement des déclarations contradictoires (voir «Revue Suisse» 5/2012).

Le ministre a aussi connu quelques échecs et autres difficultés dans d'autres domaines au cours de son mandat. Il a dû par exemple améliorer plusieurs fois le rapport décennal sur la politique de sécurité avant que le Conseil fédéral ne l'entérine. Au printemps 2012, l'armée a dû reconnaître qu'elle ne savait pas si 27 000 anciens militaires avaient rendu leurs armes suite à l'égarement de 27 000 dossiers. Et à l'automne 2012, un scandale a éclaté au service de renseignement de la Confédération (SRC): un collaborateur a copié sur une longue période des disques durs avec des données confidentielles. Cette affaire a porté atteinte à la crédibilité des services secrets suisses, y compris à l'échelle internationale. Si certains ont demandé que des têtes tombent, le ministre est resté fidèle au chef des services secrets Markus Seiler.

Courtois et au fait de ses dossiers

Mais le personnage possède une autre facette, celle de l'homme d'action. Il a ainsi largement réduit l'utilisation de voitures

avec chauffeur par des haut-gradés de l'armée. Il a aussi, avec l'aide de l'ancien directeur de Swisscom Jens Alder, mis de l'ordre dans le service informatique du DDPS où régnait apparemment le chaos. Il s'est aussi montré fin tacticien, comme le révèle sa stratégie pour les crédits de l'armée qu'il sait réclamer sans excès mais avec un impact médiatique. Et il est très probable qu'il arrive ainsi à ses fins.

Dans son entourage, Ueli Maurer est qualifié de courtois et fiable. À la tête du DDPS, il s'appuie sur un cercle très restreint de personnes de grande confiance, parmi lesquelles on compte en premier lieu le chef de l'armée André Blattmann, que le ministre connaît depuis sa jeunesse. Ueli Maurer a aussi la réputation d'être très au fait de ses dossiers: il n'a en principe pas besoin des notes ou résumés de ses collaborateurs et il s'en passe même sur les dossiers lourds et complexes. Un proche dit de lui qu'il fait preuve d'un «engagement et d'une loyauté absolue» envers le gouvernement. Manifestement, il a géré avec brio le changement de rôle de chef de parti tonitruant à celui de conseiller fédéral.

Ueli Maurer quitte effectivement moins souvent et moins visiblement ses habits de membre du gouvernement que Christoph

Blocher pendant son mandat au Conseil fédéral. Il concilie parfaitement son rôle au sein du parti et celui au gouvernement. Toutefois, il évite aussi – contrairement à son prédécesseur Samuel Schmid – de se distancier, voire de chercher l'affrontement avec son parti. Il sait aussi se montrer subtil lorsqu'il place l'avis du parti au-dessus de celui du Conseil fédéral. Dans un discours public de novembre dernier, il a par exemple pris ses distances par rapport à la politique européenne officielle du Conseil fédéral sans ambiguïté dans le fond, mais avec modération dans le choix des mots. Il a même critiqué l'UE sans ménagement en la comparant avec la Sainte alliance de 1815, regroupement des monarchies européennes contre les aspirations des bourgeois et des nations à la liberté.

Familier des coups d'éclat

L'UE est sans aucun doute l'ennemi numéro un du nouveau président de la Confédération, sujet sur lequel il hausse le ton de temps à autre. À l'été 2012, il s'en est pris à Bruxelles et aux partisans de l'UE en Suisse. «Aujourd'hui, aucune personne saine d'esprit ne peut vouloir entrer dans l'UE» a-t-il déclaré haut et fort. De tels impairs ou incartades lui étaient familiers lorsqu'il était président de l'UDC. Ainsi, après la destitution de Christoph Blocher en 2007, lorsque le conseiller fédéral UDC restant Samuel Schmid s'est fait élire contre la volonté du parti, il a déclaré que ce dernier était «cliniquement mort» à l'UDC.

Enfant, Ueli Maurer aurait été plutôt timide. Il s'est forgé une réputation de sportif, surtout en escalade, saut à skis et vélo. Il a même été major de son régime de cyclistes. Le ministre de la Défense et des sports est toujours sportif: aujourd'hui, âgé de 62 ans et père de six enfants, il se rend en

général à vélo de Münsingen, où il réside, à Berne, quel que soit le temps et il n'est pas rare qu'il fasse en plus un petit détour de 15 à 20 kilomètres selon la route.

Jusqu'à son élection à la présidence de l'UDC en 1996, il a mené une carrière professionnelle et politique moyenne et plutôt discrète: il a été directeur d'une coopérative agricole, puis de l'Union zurichoise des paysans, conseiller communal à Hinwil, député au Grand Conseil à Zurich, puis élu en 1991 au Conseil national. Ce n'est qu'en tant que président de l'UDC qu'il a commencé à se faire remarquer. Il a reconstruit son parti au prix d'un travail de forçat et non sans provocation. Il a parcouru tout le pays, rendu visite sans faiblir aux sections de l'UDC, aidé à construire les nouvelles bases de l'Union démocratique, même dans des régions où elle était encore à peine ancrée. Douze nouveaux partis cantonaux et 600 sections locales ont été créés. Il a entraîné l'UDC vers la droite conservatrice et en a fait le parti des messages simples, provocants et populistes. Les campagnes d'affichage à son initiative, comme celle du mouton noir, commentées même à l'étranger, ont été fort controversées.

Presque un Suisse de l'étranger

Ueli Maurer doit à présent relever un défi d'un tout autre ordre. En tant que président de la Confédération, il doit faire montre de qualités qui ne relevaient pas jusqu'alors des compétences de ministre de la Défense: capacités d'intégration, habileté diplomatique, maîtrise de l'image, goût de la représentation et une certaine aisance dans le grand monde. Et il peut nous surprendre car personne ne peut dire qu'Ueli Maurer ne connaît pas le monde. Il a fait le tour de l'Europe en stop dans sa jeunesse. Puis il est parti aux États-Unis sur les traces de son grand-père qui avait été chercheur d'or en Alaska. Et même son histoire d'amour avec Anne-Claude, qui dure encore aujourd'hui, fait fi des frontières: il a rencontré sa future femme dans un aéroport au cours de son voyage aux États-Unis. La famille Maurer a d'ailleurs failli s'installer à l'étranger: en 1992, ils projetaient d'émigrer au Canada pour y devenir agriculteurs.

Accord fiscal Suisse – États-Unis

Début décembre 2012, la Suisse et les États-Unis ont signé un accord visant à faciliter l'application de la loi fiscale américaine FATCA. Cette loi concerne également les Suisses de l'étranger ayant un compte bancaire en Suisse.

La loi FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) doit permettre aux États-Unis d'obtenir l'imposition de tous les revenus provenant de comptes détenus à l'étranger par des personnes imposables aux États-Unis. Selon la loi, les instituts financiers étrangers sont tenus de signer un accord avec les autorités fiscales américaines les contraignant à fournir des informations sur les comptes américains identifiés.

Désormais paraphé, l'accord prévoit des simplifications pour des pans entiers du secteur financier suisse:

- Les assurances sociales, les institutions de prévoyance privées mais aussi les assurances contre les dommages et les assurances de choses sont exclues du champ d'application du FATCA.
- Les placements collectifs ainsi que les instituts financiers ayant une clientèle principalement locale sont réputés conformes au FATCA dans certaines conditions et ne sont soumis qu'à une obligation d'enregistrement.
- Les obligations de diligence concernant l'identification des clients américains, auxquelles sont soumis les autres instituts financiers suisses, sont définies de manière à limiter la charge administrative.

L'accord garantit que les comptes détenus par des Américains auprès d'instituts financiers suisses seront déclarés aux autorités fiscales américaines soit avec l'accord du titulaire du compte, soit par le biais de demandes groupées. En l'absence d'accord, les renseignements ne seront pas échangés automatiquement, mais uniquement sur la base de la clause d'assistance administrative de la convention contre les doubles impositions. Les Suisses de l'étranger résidant aux États-Unis ou les citoyens ayant la double nationalité suisse et américaine sont aussi concernés par cette loi. L'accord requiert l'approbation des Chambres fédérales et sera soumis au référendum sur les traités internationaux. Son entrée en vigueur est prévue pour début 2014. (SIF)

